

# Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, Goodluck Jonathan, président du Nigeria, Paul Biya, président du Cameroun, Idriss Deby, président du Tchad, Thomas Boni Yayi, président du Bénin, et Mahamoudou Issoufou, président du Niger, sur le groupe terroriste Boko Haram et la sécurité en Afrique occidentale, à Paris le 17 mai 2014.

« Mesdames, Messieurs,

Nous nous sommes réunis ce matin et cet après-midi pour évoquer, non pas la situation au Nigeria pas seulement, même si le drame des jeunes filles qui ont été enlevées au Nigeria a été l'objet de beaucoup de nos échanges. Le sens de notre initiative, celle que nous avons prise les 5 chefs d'Etat qui sont ici, en plus de l'Union européenne, les Etats-Unis, du Royaume Uni et de la France c'est de faire en sorte que la menace de Boko Haram soit connue, soit identifiée, soit évaluée.

Boko Haram n'est pas seulement une organisation terroriste, une secte dont la seule activité serait le Nigeria... Boko Haram est une organisation qui est liée au terrorisme en Afrique. Sa volonté est de déstabiliser le Nord du Nigeria, sûrement, mais aussi tous les pays voisins du Nigeria et au-delà même de cette région. Nous avons pu identifier les liens qui unissent Boko Haram avec des organisations terroristes qui hélas agissent en Afrique.

Nous avons identifié cette menace. Cette nuit, il y a même eu une action au Nord du Cameroun. Paul BIYA en a fait le récit qui a touché une entreprise installée au Cameroun à l'initiative de Chinois. Il y a eu un mort, un soldat camerounais. On a craint, un moment, qu'il ait pu y avoir des enlèvements.

On a identifié la menace de Boko Haram. On a bien compris les liens avec les organisations terroristes en Afrique. On a vu de quoi cette organisation était capable : mettre la vie de populations civiles en cause, attaquer les écoles, enlever et prendre en otage des ressortissants de toutes nationalités et la France en a été victime et enlever plus de 200 jeunes filles pour les réduire en esclavage, les vendre et, dans le meilleur des cas, les échanger. Nous avons donc décidé d'agir.

Nous n'avons pas attendu cette réunion pour le faire. Dès qu'il y a eu la révélation de cet acte odieux, nous avons engagé un certain nombre d'actions de renseignement, d'information et de surveillance pour retrouver ces jeunes filles. Notre mobilisation se poursuit.

Mais aujourd'hui, nous avons décidé un plan d'action global, régional, de moyen et long termes. Il nous amènera régulièrement à revenir sur ce que nous avons décidé aujourd'hui : coordination du renseignement, échanges d'informations, pilotage central de moyens, surveillance des frontières, présence militaire notamment autour du lac Tchad, capacité d'intervention dès lors qu'il y a danger sans qu'il soit besoin. Je le dis ici. Pour la France de déployer des unités militaires : elles

...anger, comme que nous sommes, je le dis tout, pour la France et pour les autres nations. Elles sont présentes dans la région et donc de faire en sorte que nous puissions mieux connaître, mieux surveiller, mieux dissuader et surtout intervenir lorsque c'est nécessaire.

Voilà le message que nous voulons envoyer. Nous connaissons la menace, elle est grave, elle est dangereuse pour la région, pour l'Afrique et donc pour l'Europe. Nous sommes d'ores et déjà déployés par nos systèmes d'information et de renseignement pour retrouver les jeunes filles.

Enfin, nous avons décidé d'un plan d'action à moyen terme permettant aux 5 pays africains qui sont ici représentés, à la France, aux Etats-Unis, au Royaume Uni, à l'Europe de pouvoir également agir en coopération, en unité et en efficacité.

M. GOODLUCK EBELE JONATHAN

Monsieur le Président de la République française, Excellence, mes frères Présidents, Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord je voudrais remercier le Président HOLLANDE qui nous a accueillis aujourd'hui pour évoquer ces questions qui concernent l'Afrique. Nous évoquons des questions qui concernent toute l'Afrique. Au mois de février, lorsque le Nigeria célébrait le centenaire de sa création, nous avons tenu une conférence sur la paix et le développement en Afrique. Monsieur le Président de la République s'est rendu à cette conférence pour évoquer ces questions de paix et de développement. Le Président est donc fermement engagé en faveur de ces questions et notamment la paix et la sécurité.

Son Excellence a bien résumé. Je ne voudrais pas vous ennuyer. En fait il s'agit d'une approche régionale. Il s'agit de rassembler les efforts des pays d'Afrique occidentale afin de contrer les terroristes. Le Boko Haram n'est plus seulement un groupe local. De 2009 à aujourd'hui, son activité est devenue celle d'une organisation d'Al Qaïda. Il s'agit en fait de l'Al Qaïda de l'Afrique occidentale. Ce n'est plus le Boko Haram qui est venu avec des sentiments religieux concernant l'éducation occidentale qui était à bannir et les jeunes filles qui ne devaient pas être scolarisées. Je dois féliciter mes collègues qui sont tous convenus de travailler ensemble afin que nous éradiquions ce fléau. Bien sûr, en ce qui concerne les jeunes filles enlevées, nous sommes totalement engagés afin de localiser les jeunes filles et de veiller à ce qu'elles puissent retrouver leur famille. Nous allons faire tout notre possible. Le Nigeria a déployé 20 000 troupes sur le terrain, dans la partie nord du pays, où ces terroristes sévissent. Nous procédons à des recherches avec des moyens aériens en utilisant le renseignement et avec, en ce moment même, le soutien de la France, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et d'autres pays au niveau de la coopération régionale, au niveau de l'ensemble de la sous-région.

Je vous remercie.

PAUL BIYA, PRESIDENT DU CAMEROUN

Mesdames et Messieurs, je voudrais tout d'abord remercier le Président de la République française d'avoir pris l'initiative de nous inviter pour nous pencher sur ce problème très sensible de la lutte contre le terrorisme et en particulier Boko Haram au Nigeria. Je remercie également les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union européenne qui ont montré beaucoup d'intérêt.

Nous sommes ici pour affirmer notre solidarité et notre détermination à lutter vigoureusement contre Boko Haram. Le Président HOLLANDE l'a dit : pendant que je suis ici, ils ont commis un attentat de plus, ils ont attaqué des entrepreneurs et ceci vient après l'enlèvement des otages français. A l'heure qu'il est, nous sommes à la recherche d'un prêtre italien et d'une sur canadienne.

Le problème Boko Haram a donc cessé d'être uniquement un problème nigérian, il est devenu un problème régional sinon continental. Nous sommes ici pour déclarer la guerre au Boko Haram. On va le poursuivre et on vaincra cette chose terroriste parce que les inconvénients sont nombreux. C'est un groupe qui éloigne les missionnaires, les entrepreneurs, les investisseurs, qui appauvrit le pays, qui veut faire revenir les populations du Nigeria au Moyen-âge. On ne peut pas accepter cela.

Nous remercions encore une fois le Président HOLLANDE d'avoir pris l'initiative de nous réunir. Nous allons prendre des mesures encore plus fortes pour éradiquer le phénomène Boko Haram. Merci.

IDRISS DEBY, PRÉSIDENT DU TCHAD

Mesdames et Messieurs, je veux d'abord joindre ma parole à ceux qui m'ont précédé pour remercier le Président HOLLANDE d'avoir pris l'initiative d'organiser une rencontre, ici à Paris, des pays riverains et voisins du Nigeria et aussi des pays amis : les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, l'Union européenne.

Nous avons eu une très bonne conférence dans laquelle nous avons abordé l'ensemble des questions avec émotion quand il s'agit des adolescentes qui ont été enlevées. Il est question, au vu des résultats de notre rencontre, de nous organiser et de faire face aux terroristes qui gangrèment la région. Ces terroristes ont déjà fait du mal dans la sous-région et les laisser continuer voudra dire demain que l'ensemble de la sous-région, sinon toute l'Afrique, va être mise en désordre et que l'obscurantisme prendra le dessus.

Dans les discussions que nous avons eues, il y a des priorités qui sont arrêtées à court, à moyen et à long termes. L'ensemble de ces priorités vont être mises en œuvre dans une parfaite coordination entre les pays : le Nigeria, les pays riverains et les pays amis, entre autres la France, les Etats-Unis, l'Union européenne, la Grande-Bretagne. J'ajouterai que je pense que l'Union africaine qui a aussi des instruments assez solides de lutte contre le terrorisme rejoindra le groupe.

Comme l'a dit le président BIYA, il y a une forte détermination, ne souffrant d'aucune ambiguïté et une détermination de faire face à cette situation et une détermination de faire la guerre, une guerre totale au Boko Haram.

Voilà donc, une fois de plus, je voudrais remercier le président HOLLANDE pour avoir organisé cette rencontre, surtout à un moment où le monde entier vit, avec une émotion et une désapprobation profondes, l'enlèvement de filles, d'adolescentes par des illuminés, dont l'action n'a rien de religieux, au contraire. Leur action va à l'encontre de la religion musulmane et ils ont piétiné la religion musulmane. C'est un acte condamnable et ce genre d'actions doit être combattu et nous les combattons de toutes nos forces. Merci.

THOMAS BONI YAYI, PRESIDENT DU BENIN

C'est l'occasion de remercier notre cher ami, le président François, le Président de la République française pour cette initiative. Je crois que jusque-là, on n'avait pas été suffisamment sensibilisés ou du moins la communauté internationale ne l'avait pas été sur le fait que Boko Haram, déclaré depuis certaines années comme mouvement terroriste, était véritablement dangereux.

Je crois que cette conférence organisée par Le Président François HOLLANDE, constitue une approche diplomatique qui nous permet aujourd'hui de sensibiliser toute la communauté internationale pour dire que Boko Haram est un mouvement extrêmement dangereux et que nous sommes décidés à mutualiser nos efforts, nos ressources aussi bien au niveau national, au niveau régional qu'au niveau international.

Je crois que c'est le mérite de cette conférence qu'organise le Président de la République française. Boko Haram est parti dans les années 2000 en affichant je dis bien en affichant l'intolérance religieuse pour déstabiliser aujourd'hui par ses actions comme avec cet incident, c'est-à-dire le kidnapping de ces filles. Alors, aujourd'hui, nous sommes décidés à y mettre fin. L'intolérance religieuse n'a plus sa place.

Sur cette base, au titre des propositions qui ont été faites et rappelées par le Président de la République française, nous avons aussi insisté sur des actions intégrant le dialogue interreligieux, pour que Boko Haram sache qu'en réalité, pour nos Républiques, la laïcité ne saurait être remise en cause. Sur cette base, il a été suggéré entre autres qu'une conférence sous-régionale sur le dialogue interreligieux, soit organisée de manière à mettre fin à l'intolérance religieuse.

Je crois qu'à travers cette conférence, comme l'a dit le président du Cameroun, nous sommes décidés à combattre Boko Haram, décidés à prendre des mesures pour que les filles kidnappées au Nigeria, soient restituées et ceci dans le seul respect des droits de l'Homme. Monsieur le Président, je vous remercie.

MAHAMOUDOU ISSOUFOU, PRESIDENT DU NIGER

Je voudrais à mon tour saluer l'initiative du président HOLLANDE et je voudrais également saluer

la présence des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union européenne et de la Grande-Bretagne au présent sommet.

Ce sommet a été, comme vous le savez, convoqué suite à l'enlèvement des jeunes filles à Chibok au Nigeria. Cela a provoqué une indignation générale dans le monde et il est heureux que nous ayons décidé de sonner la mobilisation générale afin de retrouver et de libérer ces jeunes filles enlevées par Boko Haram.

Mais notre sommet ne s'est pas contenté de s'arrêter à cette mesure. Comme cela a été dit, nous avons décidé, au niveau de chaque pays, de renforcer nos capacités de renseignements, de renforcer nos capacités opérationnelles. Nous avons aussi décidé au niveau des cinq pays présents ici, de mutualiser nos moyens, que ce soit les moyens de renseignements ou nos capacités opérationnelles, afin de faire face aux problèmes du terrorisme et en particulier de faire face aux problèmes du terrorisme de Boko Haram.

Il a des liaisons et des ramifications avec les autres organisations terroristes comme AQMI, comme AL-CHABAB, etc. En ma qualité aussi de Président de la Commission du bassin du lac Tchad, je me réjouis de ce que notre sommet ait décidé d'envisager également des mesures à moyen et long termes, en rapport avec le développement économique et social de la région. Parce que, comme vous le savez, au niveau des pays de la Commission du bassin du lac Tchad, nous avons déjà décidé de concevoir et de mettre en place un plan de développement économique et social de la zone.

A terme, ce plan peut nous aider à faire face, peut nous aider à endiguer le terrorisme parce que comme on le sait, le principal allié du terrorisme, c'est la pauvreté. En faisant reculer la pauvreté, nous pourrions à terme, endiguer le terrorisme. Je me félicite donc de la tenue de ce sommet et des conclusions auxquelles on est parvenu : d'abord s'agissant de la nécessité de mobiliser les Etats, de mobiliser les populations également de nos pays pour retrouver et libérer les jeunes filles et également parce que nous avons décidé d'aller vers le développement économique et social qui est la principale digue qui permettra de contenir le terrorisme. Je vous remercie.

#### QUESTION

Tout d'abord, vous deviez décider aujourd'hui, concrètement, de moyens opérationnels. Est-ce que l'on peut savoir un peu plus concrètement, justement, quels sont les moyens opérationnels qui sont décidés ? Est-ce que par exemple la France va avoir des Rafale ou des drones pour survoler le Nigeria ? Sait-on davantage grâce aux moyens qui ont été mis en place, satellitaires et autres où sont ces jeunes filles aujourd'hui ? Est-ce qu'on a un début d'information là-dessus ? Et puis si vous le permettez, monsieur le Président, une deuxième question sur un tout autre sujet. Jérôme KERVIEL refuse de rentrer en France, tant que vous n'accorderez pas l'immunité à ceux qui pourraient témoigner dans son affaire. Je voulais savoir si vous allez répondre positivement à sa demande. Merci Monsieur le Président.

#### LE PRESIDENT

D'abord, je ne vais pas vous répondre à cette question-là, n'ayant pas les éléments et ne trouvant pas l'occasion propice pour cette réponse-là.

En revanche, il y a des choses que nous devons vous dire. C'est que nous avons effectivement mis les moyens nécessaires je parle de la France pour que les survols puissent se faire, pour que nous puissions disposer des appareils le permettant et pour que nous puissions avoir des informations sur l'endroit où pourraient être détenues les jeunes filles, sans que l'on sache aujourd'hui précisément si elles sont détenues ensemble ou si elles ont été séparées.

La France n'est pas seule à mettre en place ces moyens, puisqu'il y a aussi grâce à nos amis américains, britanniques une unité d'action et une très bonne coordination. Nous veillons à ce qu'il y ait aussi une centralisation de l'information. Le rôle de la réunion d'aujourd'hui était de l'organiser.

Alors vous dire où sont les jeunes filles Même si nous le savions, nous ne vous le dirions pas car nous ne sommes pas seuls ici J'ai l'impression que nous sommes observés ! Mais nous essayons d'observer là où elles peuvent être détenues. Nous avons donc fait en sorte, parallèlement à la réunion des chefs d'Etat, d'avoir aussi une réunion des états-majors et des services concernés qui pourraient être également mobilisés. Des moyens ont donc été déployés. des surveillances vont

peuvent être également impliqués. Des moyens ont donc été engagés, des interventions vont être opérées. Vous avez cité le Rafale, il faut toujours citer Rafale parce que cela peut aussi faire promotion ! Ces avions-là seront donc effectivement utilisés.

#### QUESTION

Quelle plateforme précise a été mise en place pour lutter contre Boko Haram ? La deuxième question s'adresse au président du Cameroun, son excellence Monsieur Paul BIYA. La secte a trouvé un terrain vraiment propice au Cameroun ces derniers temps. Il y a eu plusieurs enlèvements. Hier, il y a eu la mort d'un Chinois et 10 autres ont été enlevés. Pourquoi cette facilité de circuler au Cameroun, Monsieur le Président ?

#### LE PRESIDENT

Moi, je n'ai qu'un lieu à citer pour la première question, c'est N'Djamena. C'est N'Djamena qui a été choisie comme plateforme aérienne. Ensuite, je vais laisser le président BIYA répondre. Je remarque que les journalistes, d'où qu'ils soient, posent toujours deux questions pour le prix d'une ! Mais la seconde question était néanmoins en lien avec le sujet.

#### PAUL BIYA, PRESIDENT DU CAMEROUN

En ce qui concerne la question de ce Monsieur, ce n'est pas moi qui dicte les lois de Boko Haram. Il se trouve qu'il a une certaine préférence pour le Cameroun. Mais je veux dire que nous avons mis en place désormais des moyens, des unités de combat. Cela ne sera plus facile pour Boko Haram de s'attaquer au Cameroun, surtout que maintenant, on va accentuer la coordination des actions avec le président GOODLUCK et toutes les personnes qui sont ici.

Mais je dois dire que Boko Haram utilise des tactiques assez différentes et assez pernicieuses. Plus généralement, ils attaquent la nuit, à partir de minuit / une heure de matin. Combien d'unités sont en éveil à ce moment-là ? Et puis ils observent et profitent de la fluidité, de la liberté dans le pays pour envoyer des observateurs le jour et ils utilisent donc l'effet de surprise et la supériorité numérique. Là où vous avez quinze soldats, ils envoient cent personnes avec un armement lourd. Nous sommes en train d'analyser tout cela et il y aura une réponse. Merci.

#### QUESTION

Ma question s'adresse au président Goodluck JONATHAN, du Nigeria. Les médias ont présenté le Cameroun comme étant un obstacle à une lutte efficace contre Boko Haram par le Nigeria. Je voudrais savoir quel est votre avis ? Est-ce vrai ? Si oui, quel est votre avis après cette réunion ? Si la réponse est non, quelle est la coopération que vous attendez de la part du Cameroun ? Quelles sont les relations entre votre pays et le Cameroun aujourd'hui.

#### GOODLUCK JONATHAN

Je vais répondre directement. Le Nigeria et le Cameroun ont de bonnes relations, même après les incidents de Boko Haram. Vous savez que le Cameroun a intercepté des armes qui étaient prévues pour mener des opérations terroristes au Nigeria ? Alors tout ce qui est abordé dans les médias, n'est pas toujours vrai. Quelquefois la presse a une mauvaise perception parce que les communautés attaquées par Boko Haram sont à la frontière entre le Cameroun et le Nigeria et ils agissent au Cameroun comme au Nigeria.

Ils sont au sud Soudan, ils sont au Niger, en République centrafricaine. Lorsqu'ils traversent la frontière, mènent leurs actions et reviennent vers le Cameroun sans autorisation spéciale, nos forces de sécurité ne peuvent pas entrer au Cameroun. Je crois que c'est ce qui donne la mauvaise impression que le Cameroun est un obstacle. Il faut respecter les frontières et cela bien sûr peut quelquefois aller à l'encontre des opérations. C'est la raison pour laquelle nous sommes tous ici présents, à l'invitation du Président français, pour voir comment nous pouvons travailler ensemble, pour pouvoir agir dans tous les pays en cas d'attaque terroriste. Merci.

#### JOURNALISTE

Monsieur le Président de la République du Bénin, votre pays partage des centaines de kilomètres avec le Nigeria. Les Béninois se sentent donc également concernés par la question de Boko Haram. Comment est-ce que votre pays entend vraiment jouer sa partition pour que la stratégie régionale envisagée, puisse vraiment prospérer ? Merci.

#### THOMAS BONI YAYI, PRESIDENT DU BENIN

Le Bénin va mettre en œuvre les mesures qui ont été proposées ici. Je crois que le Président

François HOLLANDE a énuméré toutes les initiatives qui étaient en cours et qui le seront. Mon pays, le Bénin, prendra les dispositions pour se conformer à ces différentes initiatives. Vous avez parfaitement raison, les gens ont le sentiment que le Bénin n'est pas concerné. La réponse que j'apporte, c'est de dire que tous les pays sont concernés chaque Etat membre de cette planète par le phénomène Boko Haram, comme par toutes les actions des mouvements terroristes... Nous avons intercepté, par exemple, des lots de tenues militaires qui devaient transiter par le port de Cotonou et être convoyés vers le nord du Nigeria, à la disposition de ces mouvements djihadistes.

En réalité, le Bénin se sent concerné comme le Kenya, comme n'importe quel pays, je crois, certainement comme la France, comme les Etats-Unis etc C'est sur cette base-là que nous prenons part à cette réunion, sur cette base, nous avons assuré le Président François HOLLANDE que le Bénin jouera sa partition, ne sera pas le maillon le plus faible. Nous voulons rassurer, les uns et les autres, que nous ferons tout pour que le Bénin puisse renforcer les initiatives régionales et puisse également contribuer au renforcement des initiatives à l'échelon international, de manière à ce qu'on en finisse avec le phénomène terroriste, non seulement au Nigeria, mais encore dans toute la sous-région et ceci pour la prospérité de nos peuples. Je vous remercie.

JOURNALISTE

Je voudrais poser une question au Président du Nigéria. Comment traitez-vous l'inquiétude exprimée par nombreux Nigériens, à savoir que l'armée nigériane a peur d'attaquer Boko Haram ou n'en pas la capacité car le budget affecté à l'armée n'a pas été dépensé de manière appropriée.

GOODLUCK JONATHAN, PRESIDENT DU NIGERIA

La règle, c'était une question par Président. Mais comme c'est une question sur le Nigeria et qui concerne l'armée, je vais répondre. Il y a beaucoup de malentendus concernant les questions ayant trait à Boko Haram et les ressources de défense.

Vous savez que Boko Haram a commencé à faire des attentats à la bombe : la caserne d'Abuja a été attaquée, ensuite l'immeuble des Nations Unies, le siège de la police Si les autorités n'avaient pas été compétentes pour traiter le problème, personne ne serait resté. Il y a eu des attaques à la bombe dans différentes parties du pays. Dès lors que les attentats à la bombe ont été limitées elles se limitent à la frontière cela veut dire que nous avons pu repousser Boko Haram dans ces régions périphériques.

Dire que les autorités militaires ne sont pas compétentes pour traiter la menace, ce n'est pas vrai. Globalement, tous les Présidents peuvent témoigner que le Nigeria est un pays réputé par sa participation à des opérations de maintien de la paix. Si elles étaient vraiment incompetentes, les forces nigérianes n'auraient pas cette réputation.

En ce qui concerne la mauvaise utilisation des ressources, il peut y avoir certaines défaillances mais je crois que cela est exagéré. Quand on examine ces incidents, on peut y voir effectivement des défaillances ou des errements, certaines malversations. Mais enfin il s'agit vraiment de questions qui sont exagérées.

La question de la terreur, des attaques à la bombe, cela a commencé en 2009. Nous n'avions pas en place le dispositif pour traiter cela. Ce n'est pas la même chose que la criminalité traditionnelle. Il faut former des spécialistes, c'est ce que nous faisons, pour qu'ils aient les équipements appropriés pour mener cette lutte antiterroriste, c'est ce que nous faisons.

Au fur et à mesure que nous avançons, vous constaterez que l'armée nigériane et les services de renseignements seront à la hauteur et vont gagner en compétences de jour en jour. Il y a donc vraiment des déformations dans ce qui est rapporté. Et nous sommes pleinement engagés dans cette lutte.

LE PRESIDENT

Par rapport à cette question, nous avons fait deux constats aujourd'hui, avec tous les chefs d'Etat qui étaient réunis et les pays qui étaient représentés.

Le premier constat, c'est la férocité de cette secte terroriste. Elle s'attaque aux enfants, aux femmes, aux populations civiles en utilisant des moyens barbares. Nous le savions largement

mais nous en avons eu la confirmation.

Le deuxième constat est plus grave dans ses éventuelles conséquences. Ce groupe est armé avec des moyens lourds, avec des sophistications qui n'étaient pas forcément imaginables. Il a une capacité pour les utiliser. Une formation a dû lui être dispensée pendant toute une période où le Nord Mali était sous occupation terroriste. Il a des moyens financiers.

Plusieurs questions ont été posées, notamment par le Président DEBY : d'où viennent ces armes, d'où viennent ces financements ? Là-dessus, nous avons cherché les réponses. Les armes, pour beaucoup, viennent de Libye. Ce n'est pas la première fois que nous en faisons l'observation. On en avait eu, hélas, la révélation pendant la guerre au Mali. L'argent, là nous devons encore travailler C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de toute la coopération internationale pour voir comment peuvent être alimentés les groupes terroristes.

JOURNALISTE

Ma question s'adresse à monsieur Goodluck JONATHAN. Voilà, Monsieur le Président, quel soutien comptez-vous apporter aux familles de ces jeunes lycéennes ? Pourquoi n'êtes-vous pas allé voir les familles dès que vous avez appris que les jeunes filles avaient été enlevées ? Pourquoi n'avez-vous pas été voir les familles tout de suite ?

GOODLUCK JONATHAN

La question de ma visite aux familles Ces filles viennent d'une école. En fait, elles avaient été déplacées. Je pense que ces filles viennent de différentes zones dans Chibok et elles ne viennent pas d'une seule famille. Combien de familles doit-on donc visiter ? Et l'urgence, c'est de trouver ces filles.

C'est une école qui appartient au gouvernement de l'Etat. Nous avons la responsabilité de reconstruire cette école pour que l'éducation puisse se poursuivre et protéger les étudiants de cette école. Bien sûr, je vais me rendre à Chibok, mais me rendre à l'école même Voyez ce qui s'est passé à Abuja lorsque le quartier général a été attaqué à la bombe, lorsque le quartier général de la police a été détruit, je me suis rendu à Kano également. Je me suis même rendu dans l'état de Borno lorsqu'il y a eu des attaques.

Mais notre préoccupation urgente, c'est de trouver ces jeunes filles. A l'heure actuelle, elles ne sont pas à Chibok. Alors quel intérêt de se rendre à Chibok ? Il peut y avoir des problèmes, peut-être psychologiques, suite à la façon dont la presse va couvrir ce déplacement Alors ma préoccupation c'est de retrouver ces filles, c'est cela l'essentiel.

QUESTION

Aujourd'hui le Président François HOLLANDE l'a reconnu avec ses hôtes la menace Boko Haram a dépassé le cadre régional pour devenir l'affaire de toute l'Afrique et partant même de l'Occident, avec tous les otages qui sont détenus. Mais on se rend compte, et c'est déplorable, que le Cameroun et le Nigeria, qui sont devenus le vrai terrain de cette menace, ne mettent pas en concordance leurs actions pour combattre Boko Haram. Est-ce qu'il y a un problème particulier ? Je souhaiterais que le président Paul BIYA et le président Goodluck JONATHAN nous éclairent là-dessus.

LE PRESIDENT

Je pense que le sommet a dû vous éclairer ! Parce que sinon ils ne seraient pas ensemble pour mener cette lutte avec le plan que nous avons établi. S'il y avait justement un message à retenir, c'est l'unité des chefs d'Etat de la région pour agir et pour aussi envoyer une alerte à l'Afrique et au monde, c'est qu'ils ne sont pas les seuls concernés. Ils doivent être les plus impliqués dans cette lutte puisqu'ils sont les premiers frappés mais nous devons aussi leur apporter le soutien. Ceci était, je crois, le sens de ce sommet qui, je le rappelle, est parti d'une initiative du président GOODLUCK JONATHAN: faire la démonstration que non seulement nous pouvions parler, ce qui est quand même le plus simple, mais nous pouvions agir. Et je peux témoigner ici que tous les chefs d'Etat ont exprimé la détermination d'agir, parce que quand il y a plus de deux cents jeunes filles qui sont retenues dans des conditions barbares, avec la perspective qu'elles soient réduites à l'esclavage, vendues, il n'y a pas de question à se poser, mais il y a des actions à engager. Ce sera le cas dans les prochains jours, comme cela a déjà été le cas parce qu'on n'a pas attendu ce sommet pour nous mobiliser dès qu'il y a eu ces enlèvements. Nous devons réussir. Nous

ce sommet pour nous mobiliser dès qu'il y a eu ces enlèvements. Nous devons réussir. Nous devons réussir pour ces jeunes filles. Nous devons réussir pour cette partie de l'Afrique. Nous devons réussir pour lutter contre le terrorisme partout où il sévit. Merci pour votre participation.